

LE REGARD

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS GENERALES

Contact : +234 821366666/822950000 Site: www.leregard.info Prix Kinshasa: 2500Fc
N° RCCM : CD/KNG/RCCM/20-B-01232 ID.NAT : 01-83-N61739N N°D'IMPÔT : A2034863S



INCIDENT DE MAKOTIPOKO

Tshisekedi et Sassou apaisent les tensions

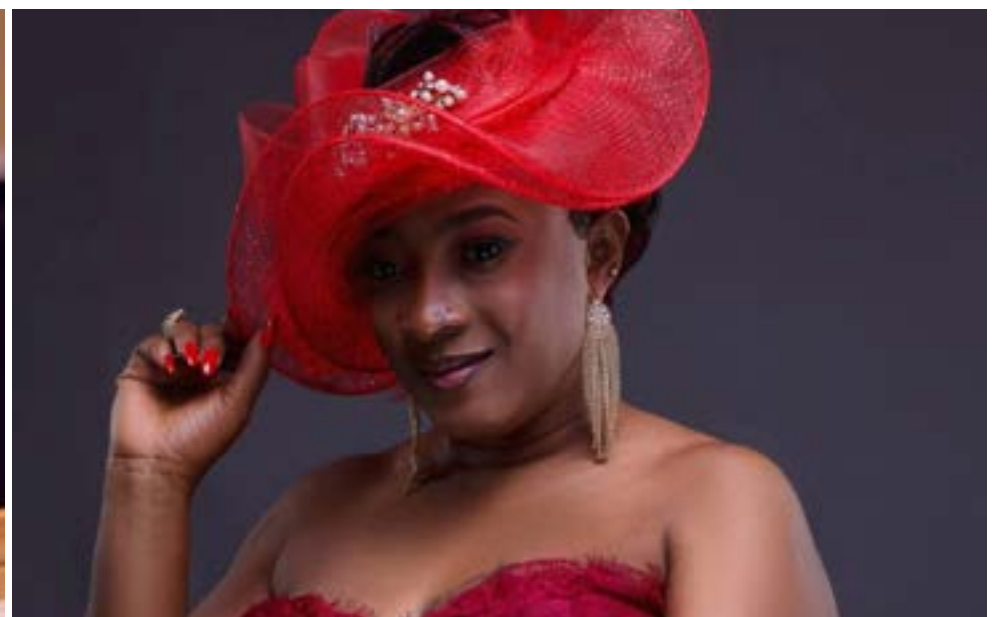
P2



AFFAIRE VIRGINIE MANGANGA

Fally Ipupa, attention à la tombe médiatique

P3



Tshisekedi et Sassou apaisent les tensions, après l'incident de makotipoko

Après l'affrontement ayant opposé, fin août, des éléments des forces de sécurité de la République démocratique du Congo et de la République du Congo sur le fleuve Congo, les Présidents Félix Tshisekedi et Denis Sassou Nguesso ont privilégié le dialogue et l'apaisement. Les deux Chefs d'État se sont rencontrés samedi à Brazzaville pour faire le point sur cet incident et réaffirmer les liens entre les deux pays voisins.

Au cours de cette rencontre consacrée au renforcement des relations bilatérales, le président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo et son homologue Denis Sassou Nguesso ont notamment abordé l'incident survenu dans la zone de Makotipoko, en République du Congo, à proximité de Yumbi, dans la province du Maï-Ndombe, en RDC. Dans la nuit du 26 au 27 août 2026, un échange de tirs avait impliqué des éléments de la marine et de la gendarmerie de la République du Congo ainsi qu'une patrouille de la marine des FARDC.

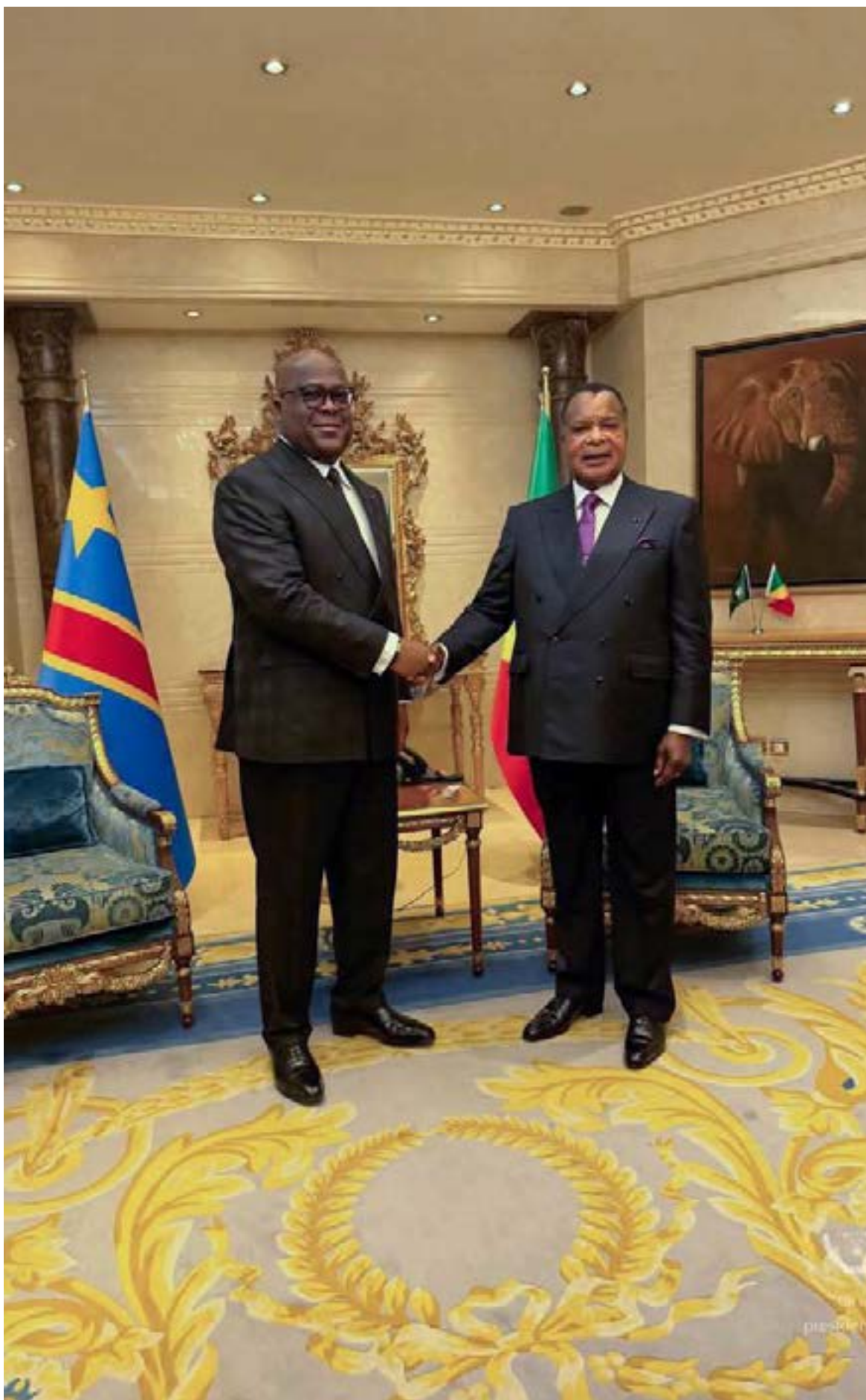
Des victimes avaient été signalées et deux militaires brazzavillois avaient été interpellés avant d'être reconduits à Kinshasa. Les autorités des deux pays avaient ensuite privilégié les contacts diplomatiques et annoncé des démarches pour établir les circonstances de l'incident. À Brazzaville, Félix Tshisekedi a affiché sa volonté de tourner la page de cet épisode et d'éviter toute nouvelle escalade. «J'ai emmené dans ma suite les ministres de l'Intérieur et de la Défense pour qu'ils voient en-

semble comment éviter à l'avenir ce genre de dérapages. Nous sommes un même peuple, nous avons la même culture. Nous sommes appelés à vivre ensemble », a déclaré le chef de l'État. Les deux dirigeants africains ont ainsi réaffirmé leur attachement aux relations fraternelles et de bon voisinage entre Kinshasa et Brazzaville. Dans cette logique d'apaisement, le président congolais a également annoncé son intention de rencontrer prochainement les victimes de l'incident et d'engager une procédure d'indemnisation.

Il a par ailleurs indiqué avoir associé les ministres de l'Intérieur et de la Défense aux discussions afin d'examiner les moyens de prévenir de nouveaux incidents entre les forces des deux pays. Une enquête avait déjà été annoncée par les autorités congolaises afin de déterminer les circonstances et les éventuelles responsabilités liées à l'accrochage. Au-delà de cet incident frontalier, Félix Tshisekedi et Denis Sassou Nguesso ont également évoqué la situation sécuritaire et humanitaire dans l'Est de la RDC. Les deux dirigeants ont appelé au respect strict des Accords de Washington.

La rencontre de Brazzaville intervient ainsi dans un contexte où Kinshasa et Brazzaville cherchent à préserver leur coopération et à empêcher qu'un incident entre forces de sécurité ne fragilise les relations entre les deux peuples.

René Kanzuku



Fally Ipupa, attention à la tombe médiatique

Dans une tribune consacrée au bras de fer opposant l'artiste Fally Ipupa à la journaliste Virginie Manganga, le journaliste congolais Joël Baengele Irengé appelle la star de la musique congolaise à la prudence. Selon lui, le différend judiciaire ne devrait pas se transformer en confrontation plus large avec l'ensemble de la presse. Pour Joël Baengele, Fally Ipupa est en train de prendre «une erreur stratégique» dans sa relation avec les médias congolais.

Dans sa tribune, le journaliste reconnaît à l'artiste le droit de défendre son honneur, sa vie privée et ses intérêts devant la justice. Mais il estime qu'il existe une différence entre exercer ce droit et engager un affrontement avec toute une profession. L'implication publique de l'entourage de l'artiste, notamment à travers la conférence de presse de son avocate, Me Dorothee Madiya, aurait ainsi contribué, selon lui, à donner à cette affaire une dimension dépassant le seul cadre judiciaire.

Le journaliste Baengele Irengé insiste particulièrement sur la différence entre le soutien populaire dont bénéficie l'artiste et le rôle de la presse. Les millions de fans de l'artiste peuvent prendre sa défense sur les réseaux sociaux, réagir aux critiques ou soutenir leur idole. Mais, rappelle-t-il, «les fans défendent leur idole; les journalistes, eux, ont pour mission de questionner, d'enquêter et de critiquer». Dans cette logique, l'auteur estime qu'une personnalité aussi populaire que Fally Ipupa ne peut pas espérer contrôler le traitement médiatique qui lui est réservé. «Une star peut contrôler son compte Instagram. Elle ne contrôle pas les rédactions», écrit-il, considérant qu'un conflit durable avec les médias pourrait produire des conséquences plus importantes qu'une polémique momentanée sur les réseaux sociaux.

Le risque d'un récit qui échappe à l'artiste



Le journaliste met également en garde contre l'influence de l'entourage de l'artiste et contre la perception que peuvent créer les réseaux sociaux. Selon lui, une conférence de presse destinée aux médias implique nécessairement d'accepter les questions, les contradictions et les désaccords des journalistes. Il invite également Fally Ipupa à ne pas confondre l'activité numérique de ses admirateurs avec une mesure de l'opinion publique dans son ensemble.

Pour Joël Baengele, le principal risque pour l'artiste ne serait donc pas uniquement le dossier qui l'oppose à Virginie Manganga, mais le récit médiatique susceptible de se construire autour de cette confrontation. À ses yeux, en cherchant à protéger son image, Fally Ipupa pourrait paradoxalement contribuer à alimenter une controverse susceptible de l'affecter davantage. Tout en reconnaissant à Fally Ipupa le droit de recourir à la justice lorsqu'il estime que ses droits sont violés, Joël Baengele l'exhorte à privilégier les voies judiciaires et à éviter de transformer chaque désaccord en conflit avec la presse.

«Une grande star sait choisir ses batailles», soutient-il, estimant que la notoriété, l'argent, les millions d'abonnés et le soutien des fans ne permettent pas de maîtriser durablement la mémoire médiatique. Le journaliste a, dans ce sens, formulé une mise en garde particulièrement forte: Fally Ipupa pourrait remporter une bataille judiciaire tout en perdant, à plus long terme, une bataille d'image s'il venait à installer durablement la presse congolaise dans le rôle d'un adversaire. «Il ne creuse peut-être pas sa tombe artistique. Mais médiatiquement, il tient déjà la pelle», conclut Joël Baengele.

René Kanzuku

Kinshasa-Paris: Tshisekedi et Barrot face aux urgences sécuritaire et sanitaire

Le président Félix-Antoine Tshisekedi s'est entretenu, vendredi 2 octobre, à la Cité de l'Union africaine, avec Jean-Noël Barrot, ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères. Au menu des échanges: la coopération entre Kinshasa et Paris, la situation sécuritaire dans l'Est de la République démocratique du Congo et la riposte contre l'épidémie d'Ebola. Cette rencontre s'est déroulée en présence du ministre congolais de la Santé, le Dr. Roger Kamba, et de la vice-ministre des Affaires étrangères, Noëlla Ayeganagato. Les deux parties ont passé en revue plusieurs dossiers d'intérêt commun, dans un contexte marqué à la fois par les enjeux sécuritaires dans l'Est du pays et par la mobilisation des autorités sanitaires face à l'épidémie d'Ebola. À l'issue de l'audience, Jean-Noël Barrot a souligné la qualité des relations entre la RDC et la France, évoquant des liens «étroits, anciens et vastes» entre les deux pays. Le déplacement du chef de la diplomatie française doit se poursuivre à Bunia, dans la province de l'Ituri. Jean-Noël Barrot y est attendu pour soutenir les efforts de riposte contre l'épidémie d'Ebola et mesurer les actions engagées sur le terrain. Cette étape intervient alors que les autorités congolaises, avec l'appui de leurs partenaires, renforcent la mobilisation sanitaire pour contenir la propagation du virus. La visite de Jean-Noël Barrot comporte également un volet consacré à la lutte contre l'impunité et à la réparation des violences sexuelles liées aux conflits. Le ministre français doit ainsi concrétiser sur le terrain les engagements pris par Paris et Kinshasa dans le cadre du protocole signé entre les deux pays sur cette question. Unedémarchequiinscritlacoopérationfranco-congolaiseàlafois danslesdomainesdiplomatique,sécuritaire,sanitaireetjudiciaire.

Schilo T.



ECiDé: Rémy Kanua poursuit l'offensive diplomatique auprès des chancelleries occidentales

Après Paris, ECiDé, parti politique de l'opposant Martin Fayulu Madidi poursuit sa démarche diplomatique auprès des partenaires occidentaux. Le Secrétaire général adjoint chargé de la Diaspora, Rémy Kanua, a conduit, vendredi dernier, une délégation auprès du ministère belge des Affaires étrangères, à Bruxelles. La délégation de l'ECiDé était composée de Pierrette Ilela, responsable des Relations extérieures de l'ECiDé/Belgique, et de Nathan Bizangi, coordinateur de la Jeunesse/Belgique. Elle a été reçue par Marc Pecsteen, Directeur du département Afrique et envoyé spécial du ministre belge des Affaires étrangères pour la région des Grands Lacs. Les échanges ont porté notamment sur la situation politique en République démocratique du Congo et les préoccupations défendues par le parti de Martin Fayulu.

Selon la communication de l'ECiDé, la délégation a notamment évoqué la répression présumée de la marche du 15 septembre, le projet de révision de la Constitution que le parti associe à la perspective d'un troisième mandat de Félix Tshisekedi, ainsi que le combat de la C64 en faveur du respect de l'ordre constitutionnel. Les discussions auraient également porté sur les risques de balkanisation de la RDC et sur la nécessité, selon l'ECiDé, d'organiser un dialogue national «véritablement inclusif».

Cette démarche s'inscrit, d'après le parti, dans une tournée diplomatique qui avait notamment conduit sa délégation au Quai d'Orsay à Paris. L'ECiDé affirme que ses interlocuteurs belges ont accueilli avec attention les préoccupations exposées. La prochaine étape annoncée devrait conduire la délégation auprès de plusieurs organisations internationales, notamment l'Union européenne à Bruxelles, la Cour pénale internationale -CPI- à La Haye et les instances onusiennes chargées des droits de l'homme à Genève.

Hervie Kiala



Est de la RDC: «les canons doivent se taire», appel pressant de l'ONU



À Genève, la Haute-Commissaire adjointe des Nations unies aux droits de l'homme, Awa Dabo, a dressé ce vendredi 2 octobre un tableau préoccupant de la situation en République démocratique du Congo. Conflits armés, violences sexuelles, déplacements de populations, restrictions de l'espace civique et crise sanitaire liée à Ebola figurent parmi les principales préoccupations exposées devant le Conseil des droits de l'homme. Intervenant lors du dialogue interactif renforcé consacré au rapport du Haut-Commissaire sur la RDC, Awa Dabo a d'abord rendu hommage aux victimes du crash d'hélicoptère survenu le 25 septembre dernier, qui a fait 17 morts.

Elle a notamment cité le président de la Haute Cour militaire, Joseph Mutombo Katalayi, et l'auditeur général des FARDC, Lucien-René Likulia, dont elle a salué l'engagement dans la lutte contre l'impunité pour les violations graves des droits humains, notamment les violences sexuelles liées aux conflits. La responsable onusienne a ensuite évoqué une «douloureuse convergence de crises» en RDC, marquée par l'épidémie d'Ebola, des décennies de conflits, les déplacements massifs de populations et la compéti-

tion autour des ressources naturelles. Selon les chiffres présentés, l'épidémie d'Ebola a dépassé 8000 cas confirmés et plus de 3900 décès. La réponse sanitaire demeure confrontée au manque de financements, à l'insécurité et aux attaques visant notamment le personnel et les établissements de santé. Au 11 septembre 2026, le Bureau des droits de l'homme avait documenté au moins 36 menaces de mort, attaques et interférences dans les enterrements. Sur le plan sécuritaire, Awa Dabo a indiqué que la situation dans l'est du pays restait «extrêmement alarmante».

Entre le 1er janvier et le 15 septembre 2026, le Bureau des droits de l'homme a documenté environ 4 400 violations et abus dans le Nord-Kivu, le Sud-Kivu et l'Ituri, touchant près de 9 500 victimes. Les violences sexuelles liées aux conflits demeurent particulièrement préoccupantes : au moins 1 080 victimes, principalement des femmes et des enfants, ont été documentées entre juin 2025 et mai 2026. La Haute-Commissaire adjointe a également relevé la poursuite des attaques contre les civils attribuées à l'ADF en Ituri et dans certaines zones du Nord-Kivu. Entre janvier et septembre 2026, le Bureau a attribué 319 violations des droits humains à ce groupe,

affectant plus de 1500 victimes. Elle a par ailleurs fait état de l'intensification, depuis la mi-septembre, des affrontements entre le M23, soutenu selon son intervention par les Forces de défense rwandaises, et les forces armées congolaises appuyées par les groupes Wazalendo, malgré les engagements pris dans les processus de paix de Doha et de Washington ainsi que les efforts de l'Union africaine. Face à cette situation, Awa Dabo a appelé toutes les parties au conflit à respecter pleinement les droits humains et le droit international humanitaire. Elle a également réitéré l'appel de son Bureau au gouvernement rwandais pour le retrait de ses troupes de la RDC et la cessation de son soutien à l'ADF/M23. Selon elle, les processus de paix doivent intégrer la question de la responsabilité pour les crimes graves ainsi que les aspirations des victimes en matière de vérité, de justice et de réparations.

L'espace civique a également occupé une place importante dans son intervention. La responsable onusienne a signalé que des journalistes, défenseurs des droits humains et opposants politiques continuent de faire face à des arrestations, intimidations et autres attaques. Elle a salué l'annonce des autorités

congolaises concernant l'organisation d'un dialogue national, tout en soulignant que ce processus devrait être inclusif, s'attaquer aux causes profondes du conflit et préserver l'espace civique. Elle a notamment insisté sur la participation des femmes, des jeunes, de la société civile, des défenseurs des droits humains, des journalistes et des communautés concernées. Awa Dabo a par ailleurs établi un lien entre gouvernance, droits humains et exploitation des ressources naturelles.

Elle a relevé le contraste entre l'immense richesse minérale de la RDC et la pauvreté d'une grande partie de sa population, estimant que la compétition autour des ressources et les intérêts économiques contribuent à alimenter les conflits dans l'est du pays. Le Bureau des droits de l'homme se dit prêt à soutenir des évaluations obligatoires de l'impact sur les droits humains des grands projets et investissements dans les ressources naturelles. Pour l'ONU, le renforcement de la reddition de comptes, les réformes de gouvernance, la lutte contre la corruption et la consolidation des institutions demeurent nécessaires.

Prisca B.

Droits humains en RDC: James Swan alerte sur la persistance des violences dans l'Est



Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies en République démocratique du Congo, James Swan, a dressé un tableau toujours préoccupant de la situation des droits humains dans le pays, tout en saluant les avancées enregistrées dans les efforts de paix, la lutte contre l'impunité et la justice transitionnelle.

Devant le Conseil des droits de l'homme, James Swan a estimé que la situation demeure «profondément préoccupante», particulièrement dans l'est de la RDC, où les populations civiles continuent de subir les conséquences d'un conflit prolongé. Atteintes au droit à la vie et à l'intégrité physique, violences sexuelles liées aux conflits, enlèvements, recrutement d'enfants et déplacements forcés continuent, selon lui, d'affecter les communautés.

Le Représentant spécial a insisté sur la nécessité de ne jamais considérer ces violences comme une situation « normale ou inévitable ».

Dans ce contexte, le chef de la MONUSCO a néanmoins relevé certains signes encourageants sur le front de la paix. Il a notamment salué le déploiement des premières missions de vérification du cessez-le-feu, qu'il considère comme une étape positive, malgré la fragilité persistante de ces avancées. James Swan a également encouragé les efforts en faveur d'un dialogue intercongolais inclusif, estimant que la paix doit reposer sur l'écoute, la participation et la confiance, dans un espace civique respectueux des libertés fondamentales.

Sur le volet judiciaire, le responsable onusien a reconnu des progrès dans la lutte contre l'impunité. Avec l'appui des Nations unies et de partenaires, les autorités congolaises poursuivent des initiatives destinées à renforcer la justice et l'accompagnement des victimes. Des survivantes de violences sexuelles ont notamment bénéficié d'une assistance juridique et psychosociale, tandis que des magistrats, journalistes et défenseurs des droits

humains ont bénéficié de mesures de protection. Pour James Swan, ces acquis doivent toutefois être consolidés par des enquêtes crédibles, des poursuites impartiales et un renforcement durable des institutions chargées de protéger les droits humains. La justice transitionnelle constitue également, à ses yeux, un autre chantier important. Des consultations menées dans plusieurs provinces permettent aux victimes de faire entendre leur voix et de participer à la réflexion sur la vérité, la justice, les réparations et les garanties de non-répétition.

James Swan a, par ailleurs, souligné l'importance d'une gouvernance responsable des ressources naturelles, estimant que les richesses minières de la RDC doivent contribuer à la paix, au développement durable et au respect des droits humains. Malgré ces avancées, le Représentant spécial a appelé à maintenir les efforts, rappelant que les violences persistent et que les besoins humanitaires

restent considérables. Il a également évoqué les urgences sanitaires qui fragilisent davantage les populations affectées par les conflits, citant notamment l'épidémie d'Ebola et la persistance du choléra dans certaines zones. James Swan a par ailleurs appelé les autorités congolaises à approfondir leurs efforts pour protéger les civils, préserver l'espace civique et renforcer l'État de droit. Il a également exhorté les partenaires internationaux à maintenir leur soutien politique, technique et financier en faveur de la paix en RDC.

Pour le chef de la MONUSCO, les droits humains ne doivent pas être considérés comme une conséquence de la paix, mais comme l'une de ses conditions essentielles : une paix qui ne protège pas les civils, laisse les victimes sans justice ou ne respecte pas leur dignité demeure nécessairement fragile et incomplète.

Hervie Kiala



JAMBO Festival

3^{ème} EDITION



PROGRAMME

- EXPOSITION
- DINER DE GALA
- SÉANCE NETWORKING
- CONCOURS
- REMISE BREVET
- RANDONÉE TOURISTIQUE

CONTACT :
+243 823 428 052
+243 811 486 331

18 OCT MUSÉE NATIONAL DE LA RDC
GRATUIT

DE 10H00 À 1

24 OCT AMANI ECO-PARK (MITENDI) **25\$**

DEPART: 07H00



Nécrologie: ECiDé pleure sa trésorière adjointe, Angel Ntumba Kabengele

L'Engagement pour la citoyenneté et le développement -EciDé- est en deuil. Le parti politique de Martin Fayulu annonce le décès de Mme Angel Ntumba Kabengele, qui occupait les fonctions de trésorière adjointe. Elle est décédée dans la soirée du samedi 3 octobre, des suites d'une maladie, selon un communiqué nécrologique signé par le porte-parole du parti, Adrien Malenga Izimoke. Dans son message, EciDé rend hommage à une militante «dévouée» et particulièrement engagée dans la lutte pour un Congo «fort, libre et prospère».

Le parti souligne également sa rigueur, sa loyauté et son sens du devoir dans l'exercice de ses responsabilités au sein de l'organisation. En cette période de deuil, la direction de l'EciDé adresse ses condoléances à la famille de la défunte, à ses proches ainsi qu'à l'ensemble des militants. Le parti invite par ailleurs ses membres à lui consacrer une pensée pieuse et à prier pour le repos de son âme.

Le programme des obsèques d'Angel Ntumba Kabengele n'a pas encore été communiqué. Son parti indique qu'il sera rendu public ultérieurement. «Repose en paix, Maman Angel», conclut le communiqué signé le 4 octobre 2026 à Kinshasa par Adrien Malenga Izimoke, Secrétaire national à la Communication et porte-parole de l'EciDé.

La Rédaction





PLÉNIÈRE EXTRAORDINAIRE

SUR LA CONSCIENCE HISTORIQUE
NATIONALE, JUSTICE, MEMOIRE
ET PAIX EN RDC

SUJET

LA PAIX COMME LEVIER DU DÉVELOPPEMENT EN RDC : DIAGNOSTIC ET PISTES DES SOLUTIONS

**PDT.
MARTIN
FAYULU**

PRÉSIDENT NATIONAL DU
PARTI POLITIQUE ECIDE

**MARDI
6
OCT.**



DR. DENIS MUKWEGE



S.E. PATRICK MUYAYA



S.E. SAMY ADUBANGO



S.E. DIDIER MUMENGI



**CENTRE CULTUREL
BOBOTO**

10H00

RÉSERVATION

+243840094789



L'UNISIC ouvre les inscriptions 2026-2027 et lance sa formation doctorale en SIC

L'Université des Sciences de l'Information et de la Communication -UNISIC- annonce la poursuite des inscriptions pour l'année académique 2026-2027 aux cycles de Licence et de Maîtrise, jusqu'au 12 octobre 2026. L'établissement met également en avant l'accréditation officielle de son École doctorale, qui lui confère, selon ses autorités académiques, la reconnaissance d'«Université mère des Sciences de l'Information et de la Communication» en matière de formation doctorale en République démocratique du Congo. Dans un communiqué de presse daté du 1er octobre 2026, le Secrétariat général académique indique que les inscriptions aux cycles de Licence et de Maîtrise se poursuivent jusqu'au 12 octobre 2026.

Cette annonce intervient alors que l'université se prépare également à lancer les inscriptions pour la rentrée doctorale 2026-2027, prévues à partir de la même date. Cette nouvelle étape fait suite à l'accréditation officielle de l'École doctorale de l'UNISIC par la ministre de l'Enseignement supérieur, universitaire, Recherche scientifique et Innovations, Professeure Docteur Sombo Ayane Safi Mukuna Marie-Thérèse. L'institution précise que son dossier a été examiné par le Conseil d'administration des universités -CAU- ainsi que par l'Agence nationale d'assurance qualité de l'enseignement supérieur et universitaire -ANAQ-ESU-.

Fort de cette accréditation, l'UNISIC affirme être désormais reconnue comme l'université mère des Sciences de l'Information et de la Communication en matière de formation doctorale sur l'ensemble du territoire national. Pour l'UNISIC, l'ouverture de cette formation doctorale constitue ainsi une nouvelle étape dans son développement académique et dans la structuration de la recherche en Sciences de l'Information et de la Communication dans le pays. Dans ce communiqué signé par Georges Wawa Mozanima, Professeur ordinaire et Secrétaire général académique, l'UNISIC invite ainsi les candidats intéressés par les différents cycles de formation à procéder à leur inscription dans les délais annoncés.

Auxence Kat.



**EDITEUR
DIRECTEUR GÉNÉRAL**
René Kanzuku
+243 821366666

**DIRECTEUR DE
PUBLICATION**
Landry Gombo
**DIRECTEUR DE
RÉDACTION**
Schilo Tshitenga
+243 822950000
**REDACTEUR EN
CHEF**
Justice Kangamina M.

**RÉDACTION CEN-
TRALE**
Blaise Bonduku
Myrthe Ekuba
Auxense Katasa
Prisca Bamenga
Hervie Kiala
Blaise Puala
(en congé)
Christelle Luyindula
(en congé)
Landry Gombo
Loudie Mukumbi
Rabby Lokate
Rhudy Mialoundama
(en congé)
Sarah Gere
Schilo Tshitenga

CORRESPONDANTS
Anicet Cito
(Nord-Kivu)
Isidoros Karderinis
(Athènes Grèce)
Elysée Mutingwa
(USA-Indianapolis)
Joël Konalowo (Tshopo)
Thierry Bahati Rafiki
(Ituri)

**TECHNIQUES ET
LOGISTIQUES**
Alba Ngalula
**MARKETING/COM-
MERCIAL**
Prisca Bamenga
DESIGN&LAYOUT
E-Wink
+243 903064750
WEBMASTER
Schilo Citeng
Finances/DigitalCom
Schilo Citeng
ADRESSE
Av. Nkuka N°15

«Né sur des pissenlits»: Jocelyn Danga, la langue de Kinshasa couronnée par le Prix Senghor

Il y a des distinctions qui viennent simplement consacrer un livre. Et puis il y en a qui donnent l'impression de mettre une lumière nouvelle sur tout un univers littéraire. «Né sur des pissenlits», premier roman de l'écrivain et dramaturge congolais Jocelyn Danga, publié aux Éditions Elyzad, vient de recevoir le «Prix Senghor du premier roman francophone et francophile 2026».

Une reconnaissance qui résonne particulièrement avec l'ambition de ce prix: mettre en lumière de nouveaux auteurs et des textes qui, par leur histoire et leur écriture, méritent de rencontrer davantage de lecteurs. Dans un entretien accordé à LE REGARD, Jocelyn Danga confie que ce sont notamment «l'histoire», les thématiques abordées et la langue qui auraient retenu l'attention du jury.

Son roman suit Muntu, professeur de philosophie à Kinshasa, confronté à la précarité, au déclassé et aux désillusions, avant que son parcours ne le conduise en France. Derrière cette trajectoire individuelle se dessine une fresque sociale où se croisent la réalité économique et socioculturelle de la RDC, les difficultés du système éducatif, l'expérience de l'exil et, surtout, le rapport profondément affectif qui unit le personnage à sa mère.

Mais «Né sur des pissenlits» se distingue aussi par sa musique. Jocelyn Danga revendique une langue qu'il a voulu préserver, en trouvant, avec son editrice, un équilibre entre son écriture et les exigences de la narration. Le jury du Prix Senghor a précisément salué cette singularité, évoquant une langue «truculente», un français nourri de mots issus de l'argot de «Kin la belle», capable de faire dialoguer plusieurs variétés du français.

Cette dimension est également relevée par les critiques littéraires: le lingala, les expressions de Kinshasa et une syntaxe personnelle participent à une écriture qui fait de la ville bien plus qu'un décor. Kinshasa devient une voix, un rythme, presque un personnage du roman. Cette reconnaissance arrive au terme d'un parcours déjà remarqué dans le théâtre et la littérature. Né à Kinshasa en 1993, Jocelyn Danga est l'auteur d'une dizaine de pièces et de nouvelles. Sa nouvelle «La nuit et l'oldat» lui a valu la médaille d'or du concours Littérature-Nouvelles des Jeux de la Francophonie 2023.

En 2024, son texte «Ne t'étonne pas si ma lettre sent le sel» a notamment fait l'objet d'une lecture au Festival d'Avignon. Avec ce premier roman, il franchit donc une nouvelle étape, sans vraiment quitter l'univers qui nourrit son écriture: celui des trajectoires humaines, de Kinshasa, de l'ailleurs et des liens qui résistent à la distance. Pour l'auteur, cette distinction possède dès lors une dimension qui dépasse le simple plaisir d'un prix. Elle constitue, dit-il, une reconnaissance qui «encourage», «booste» et « motive » à continuer. Il y voit aussi une confirmation de sa conception de l'écriture comme acte de partage, reprenant une formule attribuée à Tata N'Longi: «L'écriture n'est pas un acte solitaire».

Le succès de «Né sur des pissenlits» devient ainsi une invitation à poursuivre le dialogue avec les lecteurs. Et justement, le prochain chapitre est déjà en chantier. Jocelyn Danga travaille à son deuxième roman, qui retrouvera l'univers de son personnage à Kinshasa, sans reprendre pour autant la même histoire. La plume, elle, continue donc son bonhomme de chemin.

Myrtille Ekuba

